



# Bastia

CITÀ DI CULTURA

**Serviziu / Service**  
Ghjuridicu/Juridique

Le 6 septembre 2024

## ARRÊTÉ

### **N°2024/353 portant prolongation de la mise en sécurité d'urgence de l'immeuble Lion de Toga sis Route du Fort de Toga - 20200 BASTIA**

Le Maire,

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.R511-1 et suivants, L.511-19 à L.511-22, L.521-1 à L.521-4 à R.511-1 à R.511-13 ;

**Vu** le Code de justice administrative, et notamment les articles R.531-1, R.531-2 et R.556-1 ;

**Vu** les articles L.2122-24, L.2213-24 et L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le signalement en date du 21 juillet 2024 consécutif à un dépôt de plainte auprès du Procureur de la République ;

**Vu** le rapport des services techniques de la Ville en date du 22 juillet 2024 ;

**Vu** le rapport des services techniques de la Ville en date du 29 juillet 2024 ;

**Vu** les préconisations d'urgence figurant dans ledit rapport ;

**Vu** l'arrêté municipal n°2024/230 portant mise en sécurité d'urgence de l'immeuble Lion de Toga sis Route du Fort de Toga 20200 Bastia ;

**Vu** l'arrêté N°2024/260 portant prolongation de la mise en sécurité d'urgence de l'immeuble Lion de Toga sis Route du Fort de Toga - 20200 BASTIA

**Considérant** que par signalement en date du 21 juillet 2024, l'état de dégradation avancé des balcons de l'immeuble Lion de Toga a été porté à la connaissance des services de la Ville ;

**Considérant** que le 13 juillet 2024, un morceau de béton, élément d'une terrasse a chuté sur la voie publique ;

**Considérant** qu'à la suite de cet évènement, les services techniques de la Ville ont mis en place un périmètre de sécurité ;

**Considérant** que l'immeuble Lion de Toga sis Route du Fort de Toga 20200 Bastia est géré par le syndic de copropriété Pietri & Boccara sis 25B Rue du Commandant Luce de Casabianca, 20200 Bastia ;

**Considérant** qu'au regard de la dangerosité des lieux, et conformément aux préconisations prescrites par les services techniques de la Ville, il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises ;

**Considérant** qu'il ressort de ce qui précède, qu'un danger imminent, manifeste et constaté s'impose, sans usage de la procédure contradictoire, que les mesures indispensables soient

prises d'urgence en ce que la situation compromet gravement la sécurité des biens et des personnes ;

**Considérant** que les mesures prescrites concernent l'ensemble de la copropriété sis Immeuble Lion de Toga – Route du Fort de Toga 20200 Bastia ;

**Considérant** que l'entreprise Corsica Interventions a été mandatée par le syndic de copropriété le 22 juillet 2024 ;

**Considérant** que les travaux de purge ont été réalisés le 30 juillet 2024 ;

**Considérant** le délai nécessaire à l'entreprise pour réaliser les travaux de pose de filets de sécurité ;

## ARRÊTE

**Article 1** : Le syndic de copropriété PIETRI & BOCCARA, devra, à compter de la publication du présent arrêté :

- **Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, soit jusqu'au 9 décembre** : Procéder à la sécurisation des balcons en mettant en place un filet de sécurité ;

Le syndic de copropriété devra prendre les mesures nécessaires à la mise en sécurité de l'ensemble de la copropriété, assurer la sécurité publique et faire cesser le danger imminent conformément au rapport technique.

**Article 2** : Faute pour le syndic de copropriété d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé à l'article 1<sup>er</sup>, il y sera procédé d'office par la commune aux frais de la copropriété de l'Immeuble Lion de Toga sis Route du Fort de Toga 20200 Bastia ;

Toutes les créances publiques liées à l'exécution d'office des travaux par la collectivité publique ou à la substitution aux seuls copropriétaires défaillants sont récupérables comme en matière de contributions directes contre chacun des copropriétaires concernés et garanties par l'inscription d'un privilège spécial immobilier sur chacun des lots concernés.

**Article 3** : Si le syndic de copropriété mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, il est tenu d'informer les services de la commune qui feront procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de la mise en sécurité d'urgence pourra être prononcée après constatation des travaux, effectuée par les agents compétents de la commune. Le syndic de copropriété tient à disposition des services de la commune tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié au syndic de copropriété Pietri & Boccara, qui assurera sa diffusion à l'ensemble des copropriétaires ou à ses ayants-droits, et sera affiché sur site.

**Article 5** : Le présent arrêté sera transmis au Préfet de la Haute-Corse.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administration peut être saisi d'une requête déposée sur le site « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

**Article 7 :** Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

Pierre SAVELLI

*Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif de Bastia peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*